

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**  
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**COMMUN A TOUS LES LOTS**  
**(CCAP)**

**N° DU MARCHE**

**Maître de l'ouvrage :** État - Ministère des armées

**Conducteur d'opération :** Service d'infrastructure de la défense

**Objet du marché :** DRAGUIGNAN (83) – Quartier Bonaparte – Bâtiment 042 –  
Aménagement accueil ATLAS de Draguignan.

## **SOMMAIRE**

<b>PREAMBULE – LEXIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2. DECOMPOSITION DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.3. DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>1.4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>4</b>
1.4.1. RESTRICTIONS DIVERSES.....	4
1.4.2. <i>Protection du secret de la défense nationale.....</i>	<i>4</i>
SANS OBJET.....	4
1.4.3. <i>Contrôle des accès .....</i>	<i>4</i>
<b>1.5. MAITRISE D’ŒUVRE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.6. CONTROLE TECHNIQUE DANS LE CADRE DE LA LOI DU 4 JANVIER 1978 .....</b>	<b>4</b>
<b>1.7. MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS) .....</b>	<b>4</b>
<b>1.8. ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) .....</b>	<b>5</b>
<b>1.9. CONDITION PARTICULIERE D’EXECUTION : CLAUSE SOCIALE D’INSERTION .....</b>	<b>5</b>
<b>2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>5</b>
<b>3.1. MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>5</b>
<b>3.2. VARIATIONS DE PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>3.3. APPROVISIONNEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>4. DELAI(S) D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....</b>	<b>7</b>
<b>4.1. DELAI (S) D’EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>4.2. PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D’EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
<b>4.3. PENALITES – PRIMES D’AVANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>4.3.1. PENALITES .....</b>	<b>8</b>
<b>4.3.2. PRIMES D’AVANCES.....</b>	<b>9</b>
<b>4.4. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>9</b>
<b>5. AVANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>6. RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>10</b>
<b>7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>10</b>
<b>8. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>10</b>
<b>8.1. PERIODE DE PREPARATION .....</b>	<b>10</b>
<b>8.2. INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER .....</b>	<b>10</b>
<b>8.3. LES TRAVAUX NON PREVUS.....</b>	<b>10</b>
<b>8.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX. ....</b>	<b>11</b>
<b>8.5. GARANTIES PARTICULIERES.....</b>	<b>11</b>
<b>9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>11</b>

## PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ESID Lyon : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

CCP désigne le code de la commande publique publié au journal officiel de la République du 5 décembre 2018 comprenant

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

## 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des travaux d'aménagement de l'accueil ATLAS de Draguignan.

Lieu(x) d'exécution des travaux : DRAGUIGNAN (83) Quartier Bonaparte..

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2. Décomposition du marché

Le marché est alloti ☒ oui ☐ non

Si oui

N° de lot	Intitulé du lot	découpage en section technique
lot n°1	Gros œuvre, second œuvre	/
lot n°2	Electricité (courant fort/faible)	/

Le marché est fractionné ☐ oui ☒ non

Le marché est découpé en phases distinctes ☐ oui ☒ non

### 1.3. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire (le cas-échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;

- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant:
  - ☐ qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent ;
  - ☐ ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du CCP (i.e. le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total du marché).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire devra alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire ne pourra en aucun cas être remplacée par une délégation de paiement.

#### **1.4. Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité**

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense : le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/TRAVAUX relatif à la confidentialité et aux mesures de sécurité.

##### 1.4.1. Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

##### 1.4.2. Protection du secret de la défense nationale

Sans objet

##### 1.4.3. Contrôle des accès

Tous les personnels devront être munis d'un laissez-passer remis par le représentant du pouvoir adjudicateur durant la période de préparation, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Les modalités d'accès au site sont précisées à l'article 1-4 du CCTP.

#### **1.5. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'antenne Draguignan de l'USID de Draguignan qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de l'antenne Draguignan de l'USID de Draguignan, a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

#### **1.6. Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978**

Sans objet

#### **1.7. Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)**

Sans objet

### **1.8. Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)**

Sans objet

### **1.9. Condition particulière d'exécution : clause sociale d'insertion**

Sans objet

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A. - Pièces particulières :**

- acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- planning d'exécution mis au point par l'OPC/maître d'oeuvre durant la période de préparation et ses éventuelles mises à jour en cours de chantier,
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.

En cas de marché alloti, pour chaque lot et corps d'état, le CCTP comprend les dispositions générales, et les dispositions particulières au lot et corps d'état concerné ainsi que les plans.

Le CCTP est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :

- Les éléments issus du mémoire technique et intégrés à l'éventuelle mise au point.
  - le tableau des matériaux et matériels
  - le cadre de mémoire technique.
  - la décomposition du prix global et forfaitaire.
- Autres pièces particulières :
  - le diagnostic amiante
  - les spécifications techniques du besoin SIC (DIRISI)
  - les plans du bureaux d'étude (GO)

### **B - Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2 :

- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par le l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié.

## **3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX**

### **3.1. Modalités de règlement**

A/ Etablissement des états d'acompte

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en trois (3) exemplaires conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG Travaux, l'entrepreneur remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation. Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe. Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

#### B/ Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de certaines pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG Travaux, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 50 dans un délai de 45 jours.

#### C/ Décompte général – solde

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 13.4.2 du CCAG Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux, si dans un délai de 30 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 50 dans un délai de 45 jours

### 3.2. Variations de prix

Les prix sont fermes actualisables

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé " mois zéro " et figure en page de garde de l'Acte d'Engagement du présent marché.

Index choisi(s) pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché :

Index	Définition	Prix concernés
<b>BT 01</b>	<b>Tous corps d'état</b>	<b>Lot 1 de la DPGF</b>
<b>BT 47</b>	<b>Electricité</b>	<b>Lot 2 de la DPGF</b>

Les index T.P. et B.T. sont publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – commissariat général au développement durable Ministère de l'égalité des territoires et du logement. Site [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Les pénalités et indemnités sont actualisées avec le BT 01 pour le lot 1 et le BT 47 pour le lot 2.

#### Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule  $C_n = I(d-3)/I_0$ .

dans laquelle  $I_0$  et  $I(d-3)$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro

### 3.3. Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

## 4. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

### 4.1. Délai (s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est de 4 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer. Il n'est pas prévu de période de préparation.

## 4.2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, en dehors des cas prévus aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Certaines bases ou établissements de la Défense, lors de manœuvres tenues secrètes par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif, sont susceptibles d'être fermés sans préavis. Les travaux sont de ce fait interrompus.

La durée fixée pour l'exécution de la prestation ou de la commande, si celle-ci est en cours de réalisation, est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt mais, celui-ci qui n'excède pas le plus souvent quelques jours ne peut donner matière à compensation ou indemnisation.

## 4.3. Pénalités – Primes d'avance

### 4.3.1. Pénalités

Les dispositions ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires de chaque lot, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

Par dérogation à l'article 20.4. 2ème alinéa, les pénalités sont dues dès le 1er euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

#### *Retard dans l'exécution des travaux*

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.1 du C.C.A.G. Travaux sur les sommes dues au titulaire.

#### *Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion*

Sans objet

#### *Retard dans la remise des projets de décompte*

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- Pour les décomptes mensuels : **100 €**
- Pour le décompte final : **100 €**

#### *Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution*

##### *Avant exécution des travaux*

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 150 Euros HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

##### *Pendant l'exécution des travaux*

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 150 Euros HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.



## Après l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les documents à fournir après exécution seront remis au maître d'œuvre à la réception des travaux.

En cas de non remise à la réception des travaux, une retenue provisoire de 150 € HT. Cette retenue fera l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception et sur la décision de réception.

Si le document n'est pas remis dans le délai indiqué à la décision signée par le représentant du pouvoir adjudicateur, la retenue deviendra définitive.

### *Rendez-vous de chantier*

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 Euros HT par absence.

### *Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 Euros HT par jour calendaire de retard.

### *Défaut de balisage ou non respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier*

Une pénalité de 200 Euros HT par jour de retard sera appliquée en cas d'absence de balisage, de non-respect de la sécurité ou de non-respect de la propreté du chantier.

### *Pénalité pour sous-traitance non déclarée*

Le Titulaire encourt une pénalité de 2000 Euros HT pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

#### 4.3.2. Primes d'avances

Sans objet

## **4.4. Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) )

Conformément au dispositif d'alerte, si le RPA est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, le RPA peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 46.3 du CCAG travaux

## **5. AVANCE**

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R.2193-3 du CCP.

Le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le CCP pour le versement de l'avance. Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux en cas d'absence de période de préparation.

## **6. RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Sans objet

## **8. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8.1. Période de préparation**

Sans objet

### **8.2. Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier**

Les coordonnées de l'inspection du travail dans les armées sont les suivantes :

Contrôle Général des Armées  
Inspection générale du travail dans les armées  
Antenne de Toulon  
BP942  
83 800 TOULON Cedex 09

### **8.3. Les Travaux non prévus**

Le présent article déroge aux articles 15.4.1, 15.4.2, 15.4.3 et 15.4.4 du CCAG Travaux.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint.

La décision de poursuivre n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. Elle doit être notifiée dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel

A défaut d'avenant ou de décision de poursuivre, notifiée dans les délais ci-dessus et si l'entrepreneur a bien avisé le maître d'œuvre dans les conditions prévues :

- le titulaire doit arrêter les travaux lorsque qu'ils atteignent le montant contractuel ; en effet les travaux qui sont exécutés au-delà de ce montant ne sont pas payés ;
- les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage

Un nouveau dépassement du montant limite défini donnera lieu à la même procédure et aux mêmes conséquences.

#### **8.4. Documents fournis après exécution des travaux.**

Les documents visés à l'article 40 du CCAG Travaux seront fournis, par lots, en trois exemplaires papier et trois exemplaires informatique sur un support dématérialisé (clé USB), les documents papiers, validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation.

#### **8.5. Garanties particulières**

Sans objet.

### **9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

#### **a) au CCAG travaux**

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TVX,  
L'article 3.1.1 du CCAP déroge aux articles 13.1.2, 13.2.2, 13.2.1 et 13.5.1 du CCAG TVX,  
L'article 3.1.2 du CCAP déroge aux articles 13.3.2 et 50 du CCAG TVX,  
L'article 3.1.3 du CCAP déroge aux articles 13.4.2, 13.4.4 et 50 du CCAG TVX,  
L'article 3.1.4 du CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG TVX,  
L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG TVX  
L'article 4.1 du CCAP déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG TVX,  
L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG TVX,  
L'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG TVX,  
L'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG TVX,  
L'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG TVX,  
L'article 8.1.1 du CCAP déroge à l'article 31.2 du CCAG TVX,  
L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 31.12 du CCAG TVX,  
L'article 8.3 du CCAP déroge aux articles 15.4.1 à 15.4.4 du CCAG TVX.

#### **b) aux CCTG et CPC travaux publics**

Sans objet.

#### **c) Aux normes françaises homologuées**

Sans objet.

A DRAGUIGNAN, le  
L'IC2 Emmanuel HOTELLIER  
Chef de l'USID de Draguignan